
L'« anti-environnementalisme », nouveau thème des conservateurs américains



Yves-Marie Péréon

Septembre 2011

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne, les « Potomac Papers ». Ces notes présentent des analyses de la politique américaine dans tous les domaines, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :



BNP PARIBAS

VIEL & Cie  GROUPE
VIEL



3M

ISBN : 978-2-86592-926-9

Photo © Gwyneth Doland, New Mexico Independent

© Ifri, 2011 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Executive Summary

Opposing environment protection policies has become in recent years one of the favorite arguments expounded by radical conservatives in the U.S.

“Anti-environmentalists” as political activists do not endeavor to actively destroy the environment: they oppose the very notion of adopting public policies to protect it. The Environmental Protection agency (EPA) and the notion of climate change are the primary targets of the new crusaders.

Anti-environmentalism benefits from the strong dynamics of the Tea Parties, including their generous donors, as well as the backing of all conservative media and the snowballing effect of the internet.

One of the main explanations for the success of this new theme, however, is that it stands at the crossroads of several deep-seated currents of American conservatism: a populist distrust of intellectual and scientific elites, an absolute trust in the Manifest Destiny of the United States, the will to uphold states rights against federal impingements, U.S. national sovereignty against World government, individual rights against Big Government and entrepreneurship against “socialism”.

Hoping to gain from the surge of the Tea Parties, many Republican politicians have made anti-environmentalism one of their leitmotifs, thus contributing to placing it amongst the major themes of the current national debate. This will probably shape the discussion on all environment issues during the Republican primary and the ensuing presidential campaign.

Ce qu'il faut retenir

L'opposition aux politiques de protection de l'environnement est devenue ces dernières années un nouveau cheval de bataille pour les conservateurs américains ; il vient s'ajouter à leurs thèmes traditionnels.

L'« anti-environnementalisme » n'est pas la volonté de nuire, de manière délibérée, à l'environnement, mais plutôt une opposition systématique aux modalités et au principe même d'une politique publique visant à le protéger. Il se concentre sur une agence fédérale, l'Environmental Protection Agency (EPA), et sur l'enjeu très débattu du changement climatique.

Il bénéficie bien sûr de la dynamique des *Tea Parties*, mais aussi du soutien financier de généreux donateurs, des relais de la pensée conservatrice auprès de l'opinion et de l'effet amplificateur et mobilisateur d'Internet.

Ce nouveau thème se situe surtout au croisement de courants puissants et anciens du conservatisme américain : méfiance populiste envers les élites intellectuelles et scientifiques, confiance absolue en la destinée providentielle du peuple américain, défense des prérogatives des États contre Washington, de la souveraineté nationale contre la menace d'un gouvernement mondial, des droits de l'individu contre le *Big Government*, de la liberté d'entreprendre contre le « socialisme ».

Les élus républicains, soucieux de capter à leur profit l'ardeur militante des *Tea Parties*, reprennent une partie de l'argumentaire anti-environnementaliste et contribuent à installer ce thème dans le débat politique. C'est vraisemblablement sous cette forme que l'environnement sera présent lors des primaires républicaines, puis au cours de la campagne présidentielle.

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
LA PRÉSIDENTE OBAMA, TOURNANT DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE AMÉRICAINE ?	6
COPENHAGUE, CAP-AND-TRADE : DEUX ECHECS ?	7
LA PRUDENCE DU PRÉSIDENT.....	8
LES PRIORITÉS DE L'OPINION PUBLIQUE AMÉRICAINE	12
L'ANTI-ENVIRONNEMENTALISME, AU CROISEMENT DE PUISSANTES TRADITIONS DU CONSERVATISME AMÉRICAIN	15
UNE CONTESTATION RADICALE DU RÔLE DE L'ÉTAT FÉDÉRAL	16
<i>L'individu contre le Big Government</i>	16
<i>L'entreprise privée contre le « socialisme »</i>	18
<i>Les États contre Washington</i>	19
L'EXCEPTIONNALISME AMÉRICAIN	21
<i>Les États-Unis et le reste du monde</i>	21
<i>Un rapport méfiant à la science</i>	22
<i>Le rôle de la religion</i>	24
LES RESSORTS D'UNE MOBILISATION.....	26
INTERNET, THINK TANKS ET GÉNÉREUX DONATEURS	26
LES LEADERS RÉPUBLICAINS.....	29
CONCLUSION.....	34
INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	35

INTRODUCTION

Après les deux mandats de George W. Bush, l'élection de Barack Obama en novembre 2008 annonçait un changement d'attitude de l'exécutif américain en matière de politique environnementale. Le retour d'un démocrate à la Maison-Blanche, ainsi que l'évolution de l'opinion publique américaine, laissaient espérer aux défenseurs de l'environnement que les États-Unis allaient s'engager dans une voie résolument différente. Le nouveau président, en effet, s'était signalé par de fortes déclarations de campagne, renouvelées par la suite à plusieurs occasions ; son administration comptait des partisans expérimentés et déterminés de l'action fédérale dans ce domaine. Plus concrètement, le plan de relance de l'économie de février 2009 comportait des investissements fédéraux significatifs en matière d'infrastructures énergétiques et de recherche scientifique ; un projet de loi ambitieux était mis en chantier au Congrès et voté en juin 2009 par la Chambre des représentants ; l'administration prenait une part active aux négociations internationales devant aboutir au sommet de Copenhague.

Près de trois ans après son arrivée à la Maison-Blanche, le bilan de la politique environnementale de Barack Obama ne saurait être que provisoire. Force est néanmoins de constater qu'en regard des ambitions initiales, il demeure modeste : les grands projets législatifs ne sont plus d'actualité ; le sommet de Copenhague n'a abouti qu'à un texte de compromis. Les défenseurs de l'environnement, et notamment les associations écologistes, ne dissimulent pas leur déception. Paradoxalement cependant, ils ne sont pas ceux que l'on entend le plus dans le débat politique : à la Chambre des représentants ou au Sénat, dans les médias, et plus encore dans les réunions des *Tea*

Yves-Marie Péréon, *chartered financial analyst*, est maître de conférences en civilisation américaine à l'université de Rouen. Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris (1989), il a travaillé à New York pour une banque française de 1995 à 2004. Agrégé depuis 2005 et docteur en histoire de l'université de Paris I (2008), il est l'auteur de *L'image de la France dans la presse américaine, 1936-1947* (Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2011). Il a rédigé « À la veille de Copenhague : Obama et l'environnement » (Potomac Paper 1, novembre 2009).

Parties, ce sont les adversaires de la politique fédérale de protection de l'environnement qui donnent de la voix.

Au moment où s'annonce la campagne présidentielle de 2012, alors que les perspectives d'une reprise durable de l'activité sont très incertaines, les enjeux environnementaux sont en concurrence avec d'autres sujets de préoccupation plus immédiats pour les Américains : la persistance du chômage, l'augmentation de la dette publique ou encore la réforme de la protection sociale. C'est dans ce contexte de crise économique et fiscale que l'anti-environnementalisme militant des *Tea Parties* a pris son essor. Pour mesurer sa radicalité et cerner ses contours, il est nécessaire d'analyser le discours de ses porte-parole et de présenter les moyens par lesquels il se diffuse dans certains secteurs de l'opinion, notamment la « base » du Parti républicain.

LA PRÉSIDENTE OBAMA, TOURNANT DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE AMÉRICAIN ?

Lorsque Barack Obama a prêté serment, en janvier 2009, la grande récession imposait de prendre des décisions rapides pour poursuivre le sauvetage des institutions financières initié par l'administration Bush, relancer l'économie américaine et soutenir l'emploi. La réforme du système de santé, priorité de son programme électoral, devait être mise en œuvre sans tarder. En ce qui concerne l'environnement, s'il n'était pas nécessaire d'agir dans l'urgence comme en matière bancaire, la date de la conférence de Copenhague, prévue en décembre 2009, était connue de tous.

Plusieurs chantiers législatifs ont été lancés simultanément, parmi lesquels un grand projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Baptisé du nom de ses deux « sponsors », les représentants démocrates Henry A. Waxman et Edward J. Markey, il reposait sur le principe de plafonnement et d'échange (*cap-and-trade*) et aurait conduit à la création d'un marché de droits d'émission. Voté à une courte majorité à la Chambre des représentants en juin 2009, il devait ensuite être soumis aux sénateurs dans une version rédigée par leurs collègues John Kerry et Barbara Boxer. À la fin de l'année 2009, il s'agissait donc de concilier les contraintes contradictoires des calendriers diplomatique et législatif¹.

¹ Voir à ce sujet Y.-M. Péréon, « À la veille de Copenhague : Obama et l'environnement », Paris, Ifri, « Potomac Paper », n° 1, novembre 2009, <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=5651&id_provenance=97>.

Copenhague, cap-and-trade : deux échecs ?

L'objectif de la conférence des Nations unies sur le changement climatique était ambitieux : réduire massivement, à l'échelle planétaire, les émissions de CO₂, au moyen d'engagements consentis par les États participants. La participation active des États-Unis, soulignée par le déplacement de Barack Obama dans la capitale danoise, contrastait avec la volonté de retrait de l'administration Bush. Le sommet, cependant, n'a pas permis de conclure un accord international à la hauteur des attentes de ses organisateurs² : les discussions tendues ont mis en lumière les intérêts divergents des participants, chacun refusant de s'engager à réduire ses émissions et cherchant à faire porter à ses « partenaires » l'essentiel de l'effort. Le communiqué final ne pouvait pas dissimuler l'échec des chefs d'État et de gouvernement s'étant déplacés à Copenhague. Si l'image du président Obama à l'étranger est incontestablement meilleure que celle de son prédécesseur, pour beaucoup de ses compatriotes, sceptiques ou hostiles envers le principe même de discussions se déroulant sous l'égide des Nations unies, son voyage à Copenhague a été perçu comme une humiliation inutile. Certes le processus de négociation n'est pas clos : relancé à Cancun en décembre 2010, il doit se poursuivre à Durban, en Afrique du Sud, à la fin de l'année 2011.

Malgré sa volonté affichée d'exercer, en matière environnementale comme en d'autres domaines, un *leadership* international, le président américain ne peut pas prendre des engagements dont il serait ensuite incapable d'obtenir la ratification par le Congrès. Plus que dans les sommets internationaux, c'est à Capitol Hill que se joue l'avenir de la politique climatique des États-Unis. Dans le contexte de la première année de la présidence Obama, le vote par le Sénat du projet de loi Kerry Boxer s'annonçait difficile : les républicains y étaient fermement opposés ; de nombreux démocrates, soucieux de défendre les intérêts agricoles, industriels ou énergétiques de leurs États, l'étaient aussi. Dès janvier 2010, l'élection du sénateur républicain Scott Brown, dans le bastion démocrate du défunt Ted Kennedy, annonçait à la fois l'émergence d'une contestation populaire de plus en plus affirmée et l'évolution du rapport de

² Pour une analyse plus approfondie des résultats de la conférence de Copenhague, voir notamment : S. Maljean-Dubois et M. Wemaëre, *La Diplomatie climatique. Les enjeux d'un régime international du climat*, Paris, A. Pedone, 2010, p. 211-259.

force au Sénat : les démocrates, en effet, ne disposaient plus de la supermajorité leur permettant de surmonter l'obstacle du *filibuster*, la procédure d'obstruction désormais à la disposition de la minorité républicaine. Au cours des mois suivants, l'administration a fait le choix de privilégier certains projets législatifs : la grande réforme du système de santé, votée au début de l'année 2010 à une très étroite majorité et au terme de débats intenses, a bénéficié d'un soutien actif de l'exécutif, qui n'a pas déployé la même activité en faveur du projet de loi Kerry Boxer.

La défaite démocrate aux élections de mi-mandat était anticipée par de nombreux acteurs de la vie politique, à commencer par le président et ses conseillers. Barack Obama ne saurait donc être présenté comme un martyr électoral de la cause environnementale : il avait fait la part du feu, jugeant la réforme de la santé prioritaire par rapport à la lutte contre le changement climatique. Depuis novembre 2010, la nette majorité républicaine à la Chambre des représentants ainsi que l'étroitesse de la majorité démocrate au Sénat rendent impossible le vote d'une loi visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, sous la forme du système de plafonnement et d'échange prévu par le projet Waxman Markey et repris dans le projet Kerry Boxer, ou sous toute autre forme alternative, comme celle d'une taxe carbone.

La prudence du président

Si la voie législative est fermée, l'administration n'est pas pour autant dépourvue de moyens d'action. Les pouvoirs de l'Environmental Protection Agency (EPA), en effet, sont importants. Ils ont été considérablement étendus par la Cour suprême qui, en avril 2007, a affirmé sa compétence en matière de régulation des émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre du *Clean Air Act* de 1970 – la Cour lui fait même l'obligation d'agir³. L'abandon des grands projets législatifs ne scelle donc pas l'arrêt définitif de toute politique fédérale dans ce domaine. La nouvelle majorité républicaine à la Chambre des représentants, cependant, entend s'y opposer par tous les moyens à sa disposition. Lisa Jackson, nommée à la tête de l'EPA par le président Obama au lendemain de son élection de 2008, a été appelée à plusieurs reprises à répondre aux questions incisives

³ Voir à ce sujet : Y.-M. Péréon, « L'environnement aux États-Unis, entre jurisprudence et politique », Paris, Ifri, « Note de l'Ifri », août 2007, <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=4868&id_provenance=97>.

des élus. Les pouvoirs de l'Agence ont même été remis en cause par un projet de loi, mais le rapport de force au Sénat ne permet pas d'envisager, avant les prochaines élections, qu'il soit suivi d'effet.

Sous la direction de Lisa Jackson, l'EPA tente de concilier des échéances rigoureuses imposées par des décisions de justice, un agenda ambitieux – rédaction et mise en œuvre de normes relatives aux émissions des véhicules automobiles, des centrales thermiques, aux déchets de l'extraction minière, etc. – et l'opposition systématique de la quasi-totalité des élus républicains au Congrès. À titre d'exemple, l'Agence a proposé en mars 2011 de nouvelles normes nationales pour les émissions de mercure et d'autres polluants provenant des centrales thermiques⁴. De telles normes sont fondées sur des études médicales approfondies de la toxicité des produits concernés et sont accompagnées d'estimations chiffrées de leur impact économique, en termes de prix de l'énergie pour le consommateur, de coût financier pour les industriels, et d'emploi ; elles n'ont été rendues publiques qu'au terme d'un long processus d'analyse conduit sur plusieurs années. Elles ont pourtant d'ores et déjà été attaquées avec virulence, accusées notamment de mettre en danger la reprise économique⁵.

Plusieurs décisions prises par l'administration Obama ont à l'inverse suscité les critiques des défenseurs de l'environnement : la volonté d'augmenter la production domestique d'hydrocarbures en autorisant le forage pétrolier dans le golfe du Mexique et au large des côtes de l'Alaska, ou encore l'ouverture de terres fédérales à l'exploitation charbonnière dans le Wyoming. En regard des ambitions proclamées au lendemain de la victoire de 2008, l'administration a adopté un profil bas en matière environnementale. Comme dans les domaines de l'économie ou de la défense, l'équipe du président a connu des changements importants. L'un de ses membres les plus en vue, Carol Browner, a annoncé son départ en janvier 2011⁶. Ancienne administratrice de l'EPA pendant les deux mandats de Bill Clinton, elle était chargée, au sein de la Maison-Blanche, de l'Office of Energy and Climate Change Policy. Cette

⁴ « EPA Proposes First National Standard for Mercury Pollution from Power Plants », communiqué de presse de l'EPA, 16 mars 2011, <http://www.epa.gov/agingepa/press/epanews/2011/2011_0316_1.htm>, page consultée le 11 juillet 2011.

⁵ J. M. Broder et J. C. Rudolf, « E.P.A. Proposes New Standards for Power Plants », *The New York Times*, 16 mars 2011.

⁶ J. M. Broder, « Director of Policy on Climate Will Leave, Her Goal Unmet », *The New York Times*, 24 janvier 2011.

annonce a précédé l'offensive de la majorité républicaine nouvellement élue contre les « czars » nommés par le président pour l'assister dans des domaines spécifiques, comme celui de l'environnement ou de la santé. Si Barack Obama a défendu ses prérogatives, il est significatif qu'il n'a pas remplacé Carol Browner par un autre « czar » chargé de poursuivre la mission qu'il lui avait confiée au début de son mandat. Ses fonctions ont été attribuées à Heather Zichal, son adjointe, qui fait désormais partie du Domestic Policy Council. Plus jeune, elle ne dispose pas de la même expérience. La modification de l'organigramme de la Maison-Blanche implique aussi, au moins en théorie, une plus grande distance entre le président et son conseiller environnemental ; pour les associations, il devient moins facile de le joindre directement.

Barack Obama lui-même semble désormais s'abstenir de prendre la parole sur le sujet du changement climatique. Au lendemain de son discours sur l'état de l'Union, le *New Yorker* remarquait qu'à la différence des mots « emplois », « peuple » ou « Amérique », ceux de « climat » et de « réchauffement » en étaient absents⁷. Certes le président y défend vigoureusement « la promesse de l'énergie renouvelable » et déclare qu'il demandera au Congrès de supprimer les « milliards de dollars du contribuable que nous donnons actuellement aux compagnies pétrolières », mais il ne revient pas sur les objectifs volontaristes de réduction des émissions de gaz à effet de serre annoncés au début de son mandat⁸. Dans le domaine de la politique énergétique, le discours est avant tout un vigoureux plaidoyer en faveur de la recherche et de l'éducation scientifiques : faisant référence au « moment Spoutnik » des années 1950, il appelle de ses vœux une vague d'innovations technologiques comparable à celle qui avait permis aux Américains de battre les Soviétiques en envoyant le premier homme sur la Lune.

Moins solennel que le discours sur l'état de l'Union, celui que Barack Obama a prononcé le 30 mars 2011 à l'université de Georgetown est consacré à la sécurité énergétique des États-Unis. Plusieurs membres du cabinet présidentiel étaient présents, notamment Steven Chu, Prix Nobel de physique et secrétaire à l'Énergie, et Lisa Jackson. Si le premier a été cité à plusieurs reprises, et avec chaleur, le nom de la seconde n'a

⁷ H. Hertzberg, « Cooling on Warming », *The New Yorker*, 7 février 2011.

⁸ « Discours du président Obama sur l'état de l'Union », 25 janvier 2011, <<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/01/25/remarks-president-state-union-address>>, page consultée le 7 février 2011.

été que mentionné, par simple courtoisie. Au-delà de l'anecdote, le président affirme dans ce discours, et dans une séquence significative, qu'« atteindre notre objectif de réduction de notre dépendance au pétrole dépend largement de deux choses : premièrement, trouver et produire davantage de pétrole chez nous ; deuxièmement, réduire notre dépendance globale au pétrole au moyen de carburants alternatifs plus propres et d'une plus grande efficacité⁹ ».

La prudence du président – sa pusillanimité, diraient certains – n'a pas échappé aux associations de défense de l'environnement, qui ne sont pas restées sans réagir. À titre d'exemple, son discours de mars 2011 a fait l'objet d'un communiqué laconique de Greenpeace, qui condamne une politique énergétique déjà jalonnée de nombreux « désastres » et qui lui reproche d'encourager « une dépendance encore plus grande envers des sources d'énergie dangereuses telles que les forages pétroliers ou le nucléaire à un moment où les risques ne sont que trop clairs¹⁰ » – l'accident nucléaire de Fukushima venait en effet de se produire. S'il eût été surpris de constater le soutien enthousiaste d'une association qui se veut à la pointe du combat écologiste, des critiques émanant d'associations ou de personnalités plus modérées se sont aussi fait entendre. En juin 2011, Al Gore a publié dans le magazine *Rolling Stone* un article prenant vivement à partie les « négationnistes » du changement climatique¹¹. L'ancien vice-président y livre son analyse de la façon dont Barack Obama a abordé la question. S'il admet qu'il a rencontré des obstacles considérables et s'il reconnaît les progrès accomplis, sa conclusion est sévère : « [...] le président Obama n'a jamais présenté au peuple américain l'importance de la crise climatique. Il n'a tout simplement pas plaidé en faveur de l'action. Il n'a pas défendu la science contre des attaques continues, méprisantes et malhonnêtes. Il n'a pas non plus offert un lieu d'expression présidentiel à la communauté

⁹ « Remarks by the President on America's Energy Security », Georgetown University, 30 mars 2011, <<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/30/remarks-president-americas-energy-security>>, page consultée le 6 juillet 2011.

¹⁰ « Greenpeace Statement on president Obama's Energy Security Speech », <<http://www.greenpeace.org/usa/en/media-center/news-releases/Greenpeace-statement-on-president-Obamas-Energy-Security-speech/>>, page consultée le 6 juillet 2011.

¹¹ A. Gore, « Climate of Denial. Can Science and the Truth Withstand the Merchants of Poison ? », *Rolling Stone*, 22 juin 2011, <<http://www.rollingstone.com/politics/news/climate-of-denial-20110622>>, page consultée le 30 juin 2011.

scientifique – notamment notre propre National Academy – pour porter à la connaissance du public la réalité scientifique¹². » L'article de *Rolling Stone* n'est pas une condamnation sans appel, mais plutôt une mise en garde au moment où s'engage la campagne de 2012. Le principal grief formulé par Al Gore à l'encontre du président n'est d'ailleurs pas d'avoir pris telle ou telle décision spécifique, mais de ne pas avoir usé de l'autorité de sa fonction – le *bully pulpit*, selon l'expression forgée par Theodore Roosevelt – pour convaincre l'opinion publique américaine de la nécessité d'agir. À la décharge du président, il faut admettre qu'à l'heure de l'information en continu et de la communication instantanée, le *bully pulpit* n'a sans doute plus le même prestige qu'autrefois.

Les priorités de l'opinion publique américaine

En matière environnementale comme en matière économique ou sociale, la victoire de 2008 ne s'est pas traduite par un réalignement durable de l'opinion américaine en faveur des thèses « libérales » – au sens américain de « progressistes » – défendues par Barack Obama pendant sa campagne. Le résultat des élections de novembre 2010 a confirmé la polarisation du débat politique et la persistance d'un conservatisme puissant dans le corps électoral. Plus spécifiquement, des études d'opinion réalisées au cours de la première moitié de 2011 permettent d'appréhender la perception des enjeux environnementaux par les Américains. Ces indications quantitatives ne sont que parcellaires et ponctuelles, en raison de la diversité des instituts qui les produisent et des inévitables différences de méthodologie et de dates de réalisation.

Alors que le chômage se situe à des niveaux élevés – 9 % en janvier 2011, 9,1 % en juillet¹³ –, l'opinion publique a d'autres préoccupations que la lutte contre le changement climatique. Au début de l'année 2011, un sondage du Pew Research Center indiquait la hiérarchie des priorités politiques pour les Américains¹⁴. Parmi les 22 sujets proposés, l'économie et l'emploi étaient classés en tête par respectivement 87 % et

¹² A. Gore, *op. cit.*

¹³ Source : US Bureau of Labor Statistics, <<http://data.bls.gov/timeseries/LNS14000000>>, page consultée le 21 août 2011.

¹⁴ « Economy, Jobs Top Public's Policy Agenda », Pew Research Center Publications, 20 janvier 2011, <<http://pewresearch.org/pubs/1865/poll-public-top-policy-priorities-2011-health-care-reform-repeal-expand>>, page consultée le 13 juin 2011.

84 % des personnes interrogées. L'étude relevait aussi l'importance croissante du déficit budgétaire et de la réforme du système de santé. Le réchauffement de la planète n'apparaissait en revanche qu'au 21^e rang des priorités, avec seulement 26 %. Tant que la croissance ne sera pas de retour et que le chômage n'aura pas décliné de façon significative, il est peu probable que l'économie et l'emploi soient remplacés en tête de liste. De même, il est vraisemblable que la situation budgétaire, dont il est difficile de voir comment elle pourrait s'améliorer à court terme, continuera de les préoccuper pendant encore plusieurs années.

En comparaison des opinions publiques des autres régions du monde, et notamment de celles des pays européens, les Américains sont moins nombreux à percevoir le réchauffement climatique comme une menace. Leur nombre, de surcroît, a décliné au cours des trois dernières années. Selon une étude Gallup publiée en avril 2011, 53 % des Américains de 2010 le considèrent comme une menace sérieuse, contre 63 % en 2007-2008¹⁵. En Europe occidentale, les pourcentages sont respectivement de 56 % en 2010 et de 66 % en 2007-2008. Les évolutions sont néanmoins parallèles dans ces deux régions du monde, avec des chiffres nettement supérieurs à la moyenne mondiale : 42 % en 2010 et 41 % en 2007-2008. Le réchauffement climatique reste avant tout la préoccupation des opinions publiques des pays développés.

La divergence entre Américains et Européens est beaucoup plus nette en ce qui concerne l'identification des causes du changement climatique. Selon une autre étude Gallup dont les résultats ont été rendus publics au même moment, 34 % des Américains l'attribuent aux activités humaines, 47 % à des causes naturelles et 14 % à une combinaison des deux¹⁶. En Europe occidentale, ces pourcentages sont respectivement de 49 %, 23 % et 20 %. Il est à noter que la situation n'est pas statique : en 2010, le total des Américains attribuant le changement climatique exclusivement aux activités humaines ou à une combinaison entre les activités humaines et des causes naturelles s'établissait à 48 % ; en 2007-2008, ce total était de 60 %.

¹⁵ « Fewer Americans, Europeans View Global Warming as a Threat », Gallup, 20 avril 2011, <<http://www.gallup.com/poll/147203/fewer-americans-europeans-view-global-warming-threat.aspx>>, page consultée le 13 juin 2011.

¹⁶ « Worldwide, Blame for Climate Change Falls on Humans », Gallup, 22 avril 2011, <<http://www.gallup.com/poll/147242/worldwide-blame-climate-change-falls-humans.aspx>>, page consultée le 13 juin 2011.

Les Américains ne considèrent donc pas que le changement climatique soit le premier des problèmes politiques à régler par leurs dirigeants. Les désastres écologiques, cependant, suscitent toujours un grand intérêt : la marée noire dans le golfe du Mexique en avril 2010 ; les événements météorologiques exceptionnels, tels la tornade qui a causé la mort de plus de 150 personnes à Joplin, dans le Missouri, en mai 2011 ; les épisodes de sécheresse ou au contraire de précipitations anormalement élevées. Les médias ne manquent pas de relever la fréquence et la gravité accrues de ces catastrophes : en mai, le magazine *Newsweek* a ainsi publié un long article appelant implicitement les pouvoirs publics à mieux préparer les communautés les plus menacées aux conséquences du changement climatique¹⁷. Le lien entre l'actualité météorologique, si dramatique soit-elle, et le changement climatique à long terme n'est pourtant pas établi systématiquement par l'opinion – c'est du reste un sujet que les scientifiques eux-mêmes abordent avec prudence. Selon une étude de l'institut Rasmussen, dont les résultats ont été rendus publics en mai 2011, 51 % des Américains attribuent la cause de récents événements météorologiques exceptionnels à des « tendances planétaires à long terme », et 19 % à l'activité humaine¹⁸.

Cette situation n'est pas figée et pourrait évoluer, notamment si un redressement de l'économie se traduisait par une reprise significative de l'emploi, ou si l'intensité des désastres climatiques devenait telle qu'ils détrôneraient le chômage au premier rang des préoccupations des Américains. Même si les émissions de gaz à effet de serre, un moment ralenties par la crise économique, ont repris de plus belle, de tels scénarios paraissent très hypothétiques à ce stade.

¹⁷ S. Begley, « Are You Ready for More? In a World of Climate Change, Freak Storms Are the New Normal. Why We're Unprepared for the Harrowing Future », *Newsweek*, 29 mai 2011.

¹⁸ « 51% Blame Extreme Weather on Long-Term Planetary Trends, 19% Blame Human Activity », Rasmussen Reports, 13 mai 2011, <http://www.rasmussenreports.com/public_content/politics/current_events/environment_energy/51_blame_extreme_weather_on_long_term_planetary_trends_19_blame_human_activity>, page consultée le 10 juin 2011.

L'ANTI-ENVIRONNEMENTALISME, AU CROISEMENT DE PUISSANTES TRADITIONS DU CONSERVATISME AMÉRICAIN

C'est dans ce contexte fluctuant que s'est affirmée, au cours de l'année 2010, une contestation populaire qui s'est exprimée avec force dans le mouvement des *Tea Parties*. Anne-Lorraine Bujon de l'Estang relève qu'aux thèmes traditionnels du mouvement conservateur, ces dernières ont ajouté « un point de ralliement plus récent [...] la résistance aux politiques de lutte contre le changement climatique¹⁹ ». De nombreux observateurs ont en effet relevé la virulence des attaques contre la politique environnementale de l'administration Obama²⁰. Au-delà de la personne du président, elles se cristallisent autour d'une agence fédérale, l'EPA, et d'un enjeu majeur, le changement climatique, qui est à la fois le plus récent et le plus disputé des champs de bataille entre les défenseurs de l'environnement et leurs adversaires. Il est difficile de regrouper ces derniers sous un vocable unique qui donne entière satisfaction. À défaut d'un terme plus élégant, nous retiendrons celui « d'anti-environnementalisme », non pour désigner une volonté de nuire, de manière délibérée, à l'environnement, mais plutôt une opposition systématique aux modalités et au principe même d'une politique publique visant à le protéger.

En cerner le contenu n'est pas une tâche aisée : l'anti-environnementalisme n'est pas exposé dans un livre programme ; les *Tea Parties*, par ailleurs, ne constituent pas un mouvement monolithique rigoureusement structuré, mais plutôt une nébuleuse de groupes à géométrie variable, dont l'ardeur militante supplée parfois à la cohérence du projet. Pour faire

¹⁹ A.-L. Bujon de l'Estang, « Au cœur de l'Amérique ? Le mouvement des *Tea Parties* », Paris, Ifri, « Potomac Paper », n° 2, février 2010, <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6093&id_provenance=97>.

²⁰ J. M. Broder, « Climate Change Doubt Is Tea Party Article of Faith », *The New York Times*, 20 octobre 2010.

l'inventaire de l'anti-environnementalisme, il est néanmoins possible de s'appuyer sur les déclarations des élus les plus engagés – notamment ceux qui ont bénéficié du soutien des *Tea Parties* lors des élections de 2010 –, sur les documents d'analyse ou de communication publiés par les *think tanks* actifs dans ce domaine, ou sur les diatribes des porte-parole du mouvement conservateur – ainsi les polémistes de la radio ou de la télévision, tels Glenn Beck, Sean Hannity, Rush Limbaugh ou Mark Levin²¹. On reconnaît dans ce discours plusieurs des courants traditionnels du conservatisme américain, qui sont eux-mêmes l'expression de ses soutiens historiques – ainsi la droite religieuse, les libertariens²², ou encore certains milieux d'affaires²³.

Une contestation radicale du rôle de l'État fédéral

L'individu contre le *Big Government*

Les hérauts du mouvement conservateur américain ont coutume de réécrire l'histoire de leur pays, identifiant dans le cours des événements le début d'une dérive fatale : la création de l'État providence pendant le *New Deal*, par exemple, ou encore « l'activisme » libéral de la Cour suprême au temps où elle était présidée par le *Chief Justice* Earl Warren (1953-1969). Dans chaque cas, il s'agit pour eux de revenir aux valeurs des Pères fondateurs et de restaurer la République dans sa pureté originelle. Ainsi, si l'histoire de la protection de l'environnement aux États-Unis est jalonnée de dates marquantes célébrées par ses défenseurs, ces mêmes dates font l'objet d'une interprétation résolument différente de la part de leurs adversaires.

²¹ Le polémiste Mark R. Levin a publié en 2009 un « manifeste conservateur » dénonçant, parmi diverses formes de la « tyrannie » contemporaine, « l'envirostatisme ». M. R. Levin, *Liberty and Tyranny. A Conservative Manifesto*, New York, Threshold Editions, 2010, p. 128-160.

²² Les libertariens considèrent que la liberté individuelle est le fondement de la société. Ils sont en faveur de taux d'imposition minimaux, d'un démantèlement de l'État providence et d'une réduction du périmètre de la régulation publique, notamment dans le domaine environnemental. Farouches défenseurs de la liberté d'entreprendre, ils s'éloignent fréquemment, sur les sujets de société, des autres courants du mouvement conservateur, la droite chrétienne notamment. Le mot libertarien doit être distingué de celui de libéral, au sens américain de progressiste, et de libertaire, qui dans le contexte français est lui aussi connoté « de gauche ».

²³ Pour une présentation d'ensemble de l'histoire et des thèmes du mouvement conservateur américain, voir notamment : J. Micklethwait et A. Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin, 2004.

L'un des cas les plus révélateurs est celui du DDT, pesticide utilisé massivement par l'agriculture américaine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1962, le livre de la biologiste Rachel Carson, *Silent Spring*, attirait l'attention du public sur ses dangers pour la santé humaine et pour l'environnement, et conduisait à son interdiction par l'EPA en 1972. « Elle fit du concept d'écologie, terme assez peu connu alors, l'une des causes les plus populaires de notre époque, non seulement aux États-Unis mais partout dans le monde²⁴. » Pour Mark Levin, en revanche, le DDT illustre parfaitement les dérives de ce qu'il appelle « l'enviro-statism ». Selon lui, sa nocivité n'a pas été prouvée par Carson, qui aurait fait un usage contestable des statistiques citées dans son livre. Le pesticide aurait au contraire sauvé des millions de vies humaines, contribuant notamment à l'éradication du paludisme. « L'EPA et ses maîtres au sein des groupes environnementaux ont conspiré dans une distorsion délibérée et systématique de la science, conduisant à la mort d'êtres humains dans des proportions dignes d'un génocide à travers le monde non développé²⁵. » Ce schéma général – données scientifiques biaisées manipulées par les associations de défense de l'environnement, exploitation médiatique de la peur des populations inquiètes pour leur santé, action liberticide du gouvernement fédéral au moyen de l'EPA – se retrouverait à chaque étape du développement de la politique environnementale américaine, du DDT au changement climatique.

L'automobile, instrument de liberté individuelle à la portée symbolique très forte, galvanise l'opposition des anti-environnementaux à l'activité réglementaire de l'EPA. Le passage que lui consacre Mark Levin est révélateur. Selon lui, les normes CAFE (*Corporate Average Fuel Economy*), mises en œuvre à la suite du premier choc pétrolier et constamment renforcées depuis pour rendre les voitures plus « propres », sont totalement inefficaces pour réduire la consommation d'essence et faire baisser la pollution atmosphérique. Mais ce qui est encore plus grave, c'est qu'elles « ont réussi à tuer des dizaines de milliers d'êtres humains »²⁶. Les constructeurs automobiles, en effet, ont réduit la taille et le poids des véhicules pour être en conformité avec les textes réglementaires. Ce faisant, ils les ont rendus plus fragiles, plus vulnérables en

²⁴ G. Yvard-Djahansouz, *Histoire du mouvement écologique américain*, Paris, Ellipses, 2010, p. 92.

²⁵ M R. Levin, *op. cit.*, p. 133-134.

²⁶ *Ibid*, p. 138.

cas d'accident, et ont nui à la sécurité de leurs occupants : « Plus d'Américains sont tués et mutilés chaque année par les normes CAFE que de soldats américains n'ont été tués sur les champs de bataille d'Irak chaque année²⁷. »

Depuis sa création en 1970, l'EPA a certes construit un édifice réglementaire imposant, qui surplombe tous les secteurs de l'activité économique. Les textes qu'elle produit sont souvent très longs, très détaillés et d'une grande complexité technique. Il est facile de les caricaturer en les présentant comme un ensemble de règles bureaucratiques absurdes entravant l'initiative individuelle, étouffant la croissance et détruisant l'emploi – le *red tape*, ou paperasserie, dont se plaignent beaucoup d'Américains, qui ne sont d'ailleurs pas tous des membres du Parti républicain.

L'entreprise privée contre le « socialisme »

Si la complexité et la lourdeur bureaucratiques sont des inconvénients assez largement partagés par les sociétés contemporaines, ils demeurent associés, dans l'imaginaire américain, à l'Union soviétique de la guerre froide. Toute extension du champ de compétence de l'EPA peut être interprétée comme un signe de la « socialisation », voire de la « soviétisation », de l'économie et de la société. L'étape ultime, c'est bien entendu l'intervention envahissante de l'Agence pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans un *show* du 30 novembre 2009, Sean Hannity a ainsi accusé les climatologues de fomenter une attaque contre le capitalisme « [car ils croient] que le capitalisme consiste à violer et à piller la planète Terre pour faire des profits²⁸ ».

Ce processus est contraire aux traditions américaines et des juges « activistes » s'en font les complices. Une fois les textes réglementaires entrés en vigueur, les défenseurs de l'environnement peuvent s'en saisir pour attaquer en justice des entreprises qui ne les respecteraient pas ; ces dernières sont exposées à de lourdes condamnations²⁹. L'expansion progressive du rôle de l'EPA depuis sa création a été accompagnée

²⁷ Mark R. Levin, *op. cit.*, p. 139.

²⁸ Sean Hannity show, 30 novembre 2009, <<http://www.hannity.com/show/2009/11/30>>, page consultée le 15 juillet 2011.

²⁹ Les entreprises concernées, de leur côté, ne se privent pas de contester devant les tribunaux telle ou telle disposition du corpus réglementaire de l'EPA ; elles disposent par ailleurs de moyens au moins aussi considérables que ceux des associations de défense de l'environnement.

par un mouvement parallèle d'augmentation du nombre des procès : cela alimente la crainte des *frivolous lawsuits*, ces « procédures futiles » qui paralysent la vie économique. Les anti-environnementalistes soupçonnent les tribunaux d'être systématiquement favorables aux défenseurs de l'environnement. Les cinq juges de la Cour suprême ayant voté l'arrêt *Massachusetts v. EPA* en 2007 sont accusés d'avoir pris, de manière irresponsable, une décision sans légitimité scientifique et lourde de conséquences : « L'imposition de réglementations restrictives et les procès contre les "pollueurs" au dioxyde de carbone vont maintenant se développer d'une manière qui va résonner à travers l'économie et la société, [tout cela] résultant d'une application malhonnête du droit et de la science³⁰. »

Aux yeux des partisans de l'initiative individuelle et de l'entreprise privée, l'EPA apparaît ainsi comme l'un des avatars du *Big Government* ; les ressources mises à sa disposition, en termes d'effectifs et de budget, constituent un gaspillage des deniers publics. Dans un contexte de crise fiscale, les militants des *Tea Parties* se veulent les défenseurs sourcilleux de « l'argent du contribuable » ; s'ils prônent une réduction massive et rapide du déficit budgétaire fédéral, elle doit se faire sans impôts supplémentaires. Le schéma complexe de plafonnement et d'échange prévu par le projet de loi Waxman Markey est interprété comme une augmentation insidieuse de la pression fiscale ; quant au principe alternatif d'une « taxe carbone », il est par définition anathème.

Les États contre Washington

Pour réduire les dépenses publiques, pourquoi ne pas commencer par supprimer l'EPA ? L'Agence serait alors la première « bureaucratie » de Washington à disparaître. Il est vrai qu'elle édicte et s'assure, au nom de l'exécutif fédéral, de l'application de normes valables pour l'ensemble du territoire américain. Ces normes s'imposent aux États, qui sont eux-mêmes souvent dotés de leur propre agence de protection de l'environnement. Or il n'est pas rare que les normes fédérales soient plus sévères que celles des États. À ce titre, l'EPA apparaît comme une menace pour les droits de ces derniers, notamment ceux dont la prospérité économique dépend dans une large mesure de l'exploitation de ressources naturelles ou d'activités industrielles polluantes ou contribuant à l'émission de gaz à effet de

³⁰ M. R. Levin, *op. cit.*, p. 158.

serre – c'est le cas notamment de la Virginie occidentale avec son charbon, ou de l'Alaska et de ses gisements d'hydrocarbures. Plusieurs gouverneurs républicains élus avec le soutien des *Tea Parties* ont d'ores et déjà commencé à revoir à la baisse les budgets et les objectifs des programmes locaux de protection de l'environnement³¹.

Cela ne signifie pas que toutes les « décisions anti-environnementales » des États puissent être interprétées, de manière univoque, comme une défense de leurs prérogatives menacées par le gouvernement fédéral : Chris Christie, gouverneur républicain du New Jersey élu en novembre 2009, a décidé en mai 2011 le retrait de son État d'un programme régional de réduction des gaz à effet de serre, la *Regional Greenhouse Gas Initiative* (RGGI). Il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une politique fédérale, mais d'un programme régional de plafonnement et d'échange rassemblant plusieurs États du Nord-Est des États-Unis, ainsi que des provinces canadiennes. Christie a pris soin d'accompagner l'annonce de sa décision d'une déclaration affirmant sans équivoque que « le changement climatique est réel et [...] touche notre État³² ». Il ajoute que lorsque « plus de 90 % des scientifiques mondiaux [...] déclarent que le changement climatique est en train de se produire et que les humains y jouent un rôle, il est temps d'en déférer aux experts³³ ». Le gouverneur justifie cependant le retrait en constatant que la RGGI revient à un impôt sur les citoyens et les entreprises, « sans impact discernable ou mesurable sur notre environnement³⁴ ». C'est donc au nom du rejet d'une fiscalité inutile, et tout en réaffirmant l'engagement du New Jersey en faveur des énergies vertes, que Christie défend sa décision.

Il serait erroné, cependant, de se représenter tous les États de l'Union comme autant de bastions de résistance à l'EPA. Certains, au contraire, sont à l'avant-garde de la conception et de la mise en œuvre des politiques environnementales, notamment en matière de réduction des émissions de gaz à

³¹ L. Kaufman, « G.O.P. Pushes to Deregulate Environment at State Level », *The New York Times*, 15 avril 2011.

³² « New Jersey's Future Is Green. Transcript of New Jersey Governor Chris Christie's Opening Statement », <<http://www.nj.gov/governor/news/news/552011/approved/20110526a.html>>, page consultée le 21 août 2011.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

effet de serre : c'est le cas de la Californie, qui fait souvent office de pionnier en la matière³⁵.

L'exceptionnalisme américain

Les États-Unis et le reste du monde

La politique environnementale ne procède pas uniquement d'un dialogue entre le gouvernement fédéral et les États. À travers le changement climatique, les États-Unis sont aussi confrontés à la nécessité d'une coopération multilatérale. C'est en effet un problème planétaire qui impose que des solutions soient élaborées et mises en œuvre à l'échelle mondiale. Depuis 1992, la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques constitue le forum de discussion où s'affrontent les représentants des grandes nations émettrices de gaz à effet de serre ; le travail des diplomates s'appuie sur les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont les travaux sont très largement diffusés. La dimension internationale et le poids du discours scientifique constituent deux angles d'attaque complémentaires pour l'anti-environnementalisme conservateur. Dans les deux cas, les racines de leur hostilité plongent loin dans l'histoire américaine.

L'hypothèse d'obligations négociées dans un cadre onusien sur l'injonction d'experts étrangers non élus alimente le fantasme d'un gouvernement mondial, vivace chez certains des plus extrémistes parmi les conservateurs. Si tous ne le partagent pas, l'ONU n'en est pas moins structurellement impopulaire aux yeux des Américains, farouchement attachés à leur souveraineté nationale. De plus, la notion même d'engagement international contraignant pose problème : les militants des *Tea Parties* se veulent les héritiers les plus fidèles des « patriotes » de la Révolution américaine, au premier rang desquels George Washington, dont le discours d'adieu de 1796 comporte une mise en garde contre les « alliances permanentes » avec le reste du monde. Sans réécrire l'histoire de l'isolationnisme et de ses avatars plus contemporains, il est permis de relever que le Sénat avait refusé de ratifier le protocole de Kyoto en 1997, que le président Clinton s'était comporté à son propos avec une grande ambiguïté et que l'unilatéralisme

³⁵ À titre d'exemple, voir les activités du California Air Resources Board, présidé par M. D. Nichols, au sein de la California Environmental Protection Agency, <<http://www.arb.ca.gov/homepage.htm>>, page consultée le 21 août 2011.

du président George W. Bush avait trouvé là une occasion de s'exprimer de manière particulièrement agressive : « Le protocole de Kyoto fut mis au rebut sans même le faux-semblant clintonien d'une excuse : il fut simplement proclamé "mort" – ce qui était, en l'occurrence, erroné³⁶. » L'intransigeance du président Bush était d'autant plus sûre d'elle-même qu'il savait pouvoir compter sur le soutien d'une part importante de l'opinion publique.

Parmi les sujets de politique étrangère dont les États-Unis, première puissance mondiale, ont à connaître, les négociations climatiques peuvent aisément être présentées comme un affrontement entre le bien et le mal, entre « nous », les Américains, et « eux » : l'ONU et ses fonctionnaires corrompus ; les Européens décadents et donneurs de leçons ; la Russie, la Chine, l'Inde et les autres pays émergents qui contribuent massivement aux émissions globales ; enfin, bien entendu, les experts irresponsables.

Un rapport méfiant à la science

La complexité des enjeux scientifiques a conféré aux experts un rôle central, qui s'est affirmé au cours des dernières années. L'apparition de la question du changement climatique dans le débat public est relativement récente ; elle est postérieure à la définition des objectifs et des outils de la politique environnementale américaine dans les années 1970 : la qualité de l'air et de l'eau, la protection d'espaces ou d'espèces menacés peuvent faire l'objet de controverses animées, mais ils n'en demeurent pas moins relativement compréhensibles par tout un chacun. Le changement climatique est d'une autre nature : il affecte l'ensemble de la planète, ses effets ne sont pas aisément perceptibles à l'échelle individuelle, ses causes sont difficiles à identifier. La communauté scientifique exerce donc une responsabilité essentielle : c'est à partir de ses mises en garde que les opinions publiques se sont émues et que les dirigeants politiques ont commencé à agir, en tentant de coordonner leur action à l'échelle internationale.

Dès les années 1960, l'historien Richard Hofstadter a exposé, dans son ouvrage classique *Anti-Intellectualism in American Life*, les racines profondes de la méfiance des Américains envers la science³⁷. Elle semble être davantage

³⁶ J. Micklethwait et A. Wooldridge, *op. cit.*, p. 297.

³⁷ R. Hofstadter, *Anti-Intellectualism in American Life*, New York, Knopf, 1962.

objet de polémique aux États-Unis que dans d'autres grandes démocraties : il n'est que d'évoquer le « procès du singe », dans les années 1920, et les débats récurrents, et toujours ouverts, sur l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les écoles américaines³⁸. Cet exemple est d'ailleurs assez représentatif des stratégies adoptées : la méfiance populiste envers les élites intellectuelles s'exprime rarement sous sa forme la plus primitive ; elle a fait place à un discours en apparence plus nuancé, qui remet en cause le consensus scientifique dominant au nom de la science elle-même. Il n'est plus question, au début du XXI^e siècle, de contester Darwin en s'appuyant exclusivement sur une lecture littérale de la Genèse, ou de récuser en bloc toute la communauté des paléontologues et des astrophysiciens. Les partisans de l'*Intelligent Design*, qui ne manquent pas de s'appuyer sur des travaux scientifiques, le présentent comme une « théorie » tout aussi scientifique que celle de l'évolution – jouant avec habileté sur la polysémie du mot « théorie ». De même, c'est au nom de la science que les climato-sceptiques contestent soit la réalité, soit l'origine humaine du changement climatique. Il est rare que leurs déclarations ne soient pas accompagnées d'une profession de foi en une « science saine » – *sound science* – et de citations bien choisies de travaux d'experts.

Au Congrès, les opposants à toute action fédérale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, que ce soit sous forme de loi comme lors des débats précédant le vote du projet Waxman Markey, ou sous forme réglementaire au moyen des pouvoirs de l'EPA, sollicitent le soutien de leurs propres experts et prétendent eux aussi tenir un discours scientifique³⁹. À titre d'exemple, le républicain Joe Barton, représentant du Texas, offre sur son site Internet une page consacrée au changement climatique et à ses implications politiques. Il y déclare notamment : « À la lumière des recherches menées par de nombreux scientifiques des deux côtés du débat, la théorie selon laquelle les actions humaines sont responsables des changements dans la température globale est une théorie sérieuse, et qui mérite que l'on continue la recherche à son propos. Cependant, je n'ai pas été convaincu que cette théorie soit assez solide pour justifier les mesures immédiates et draconiennes appelées par certains segments de la communauté environnemen-

³⁸ Voir notamment à ce sujet S. Kirshenbaum et C. Mooney, *Unscientific America. How Scientific Illiteracy Threatens our Future*, New York, Basic Books, 2009.

³⁹ J. M. Broder, « At House E.P.A. Hearing, Both Sides Claim Science », *The New York Times*, 8 mars 2011.

tale⁴⁰. » Le propos de l'élu se veut rationnel et équilibré, il s'appuie sur toute une série de « faits pertinents pour mettre en perspective la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique », et il aboutit à la conclusion qu'il ne faut rien faire. Pour certains de leurs critiques libéraux, cette offensive à long terme des élus républicains contre la science du climat n'est que l'un des aspects d'une « guerre républicaine à la science » – c'est le titre que donne le journaliste Chris Mooney à son livre paru en 2005⁴¹. Il y dresse un bilan accablant de l'administration Bush, dans des domaines aussi divers que la recherche sur les cellules souches, l'éducation sexuelle à l'école, l'enseignement de l'évolution et bien entendu la protection de l'environnement et le changement climatique. Le ton polémique de l'ouvrage n'enlève rien au constat : une méfiance réciproque s'est installée entre les républicains et un grand nombre de scientifiques.

Le rôle de la religion

La religion a son rôle dans cette méfiance. L'hypothèse de la dégradation, voire de la destruction, de la planète est contradictoire avec la conception providentielle d'un Dieu bienveillant envers ses créatures – singulièrement, les Américains, élus entre les nations pour mettre en valeur un territoire exceptionnel. La plate-forme du parti républicain pour la campagne de 2008 proposait, en des termes très généraux, de « traiter le changement climatique de manière responsable » et de « continuer notre bonne gestion de l'environnement ». Sur ce dernier point, la rhétorique de campagne allie la référence religieuse à la défense de l'initiative individuelle : « La perspective républicaine sur l'environnement s'accorde avec le goût que nous avons, de longue date, pour la nature, et la gratitude pour les bienfaits que le Tout-puissant a accordés au peuple américain. [...]. Afin de protéger la terre et l'eau, la propriété privée a [toujours] été la meilleure garantie d'une gestion en conscience, tandis que les pires exemples de dégradation de l'environnement dans le monde se sont produits sous contrôle gouvernemental⁴². » Un article du *New York Times*

⁴⁰ Site Internet officiel de Joe Barton, <<http://joebarton.house.gov/Issues.aspx?Section=52>>, page consultée le 21 août 2011.

⁴¹ C. Mooney, *The Republican War on Science*, New York, Basic Books, 2005.

⁴² « 2008 Republican Platform. Environment », <<http://www.gop.com/2008Platform/Environment.htm>>, page consultée le 21 août 2011.

d'octobre 2010 cite un militant *Tea Party* de l'Indiana farouchement opposé à l'idée même du changement climatique : « Je lis ma bible [...]. Il a fait cette terre pour que nous l'utilisions⁴³. » « Il », dont il n'est pas nécessaire de préciser l'identité, c'est bien entendu Dieu en personne.

Il faut cependant garder à l'esprit que les Églises n'ont pas un discours unanime dans ce domaine : de nombreuses dénominations chrétiennes – ainsi l'Église catholique, mais aussi certains groupes évangéliques – prennent parti en faveur de la politique fédérale de protection de l'environnement. À titre d'exemple, en juin 2011, la conférence des évêques catholiques américains a très explicitement apporté son soutien aux normes d'émissions de mercure et de polluants toxiques aériens récemment publiées par l'EPA : « De telles normes devraient protéger la santé et le bien-être de tous, particulièrement les membres les plus vulnérables de notre société, ce qui inclut les enfants à naître et les autres jeunes enfants, d'une exposition nocive à la pollution aérienne toxique [...]»⁴⁴. Il est à noter que pour les évêques, la protection de la vie humaine va de pair avec celle de la création ; ils n'oublient d'ailleurs pas, à cette occasion, de souligner leur engagement en faveur des « enfants à naître », et donc leur opposition à l'avortement, autre ligne de faille de la politique américaine.

⁴³ J. M. Broder, « Climate Change Doubt Is Tea Party Article of Faith », *The New York Times*, 20 octobre 2010.

⁴⁴ « Bishops Welcome Standards to Reduce Hazardous Emissions, Cite Protection of Human Life and God's Creation », *United States Conference of Catholic Bishops News Release*, 22 juin 2011, <<http://old.usccb.org/comm/archives/2011/11-130.shtml>>, page consultée le 29 juin 2011.

LES RESSORTS D'UNE MOBILISATION

Si l'anti-environnementalisme catalyse l'énergie des différentes composantes du mouvement conservateur aux États-Unis, sa popularité ne s'explique pas seulement par ses mérites intrinsèques ou son adéquation supposée avec un hypothétique « caractère » américain. Il bénéficie d'un contexte favorable, comme l'indiquent les sondages récents, et dispose surtout de moyens importants pour mobiliser certains secteurs de l'opinion.

Internet, think tanks et généreux donateurs

En août 2010, un article remarqué – et controversé – du *New Yorker* a brossé le portrait des frères David et Charles Koch, deux milliardaires qui possèdent et dirigent *Koch Industries*, un groupe diversifié basé au Kansas, dont les activités comportent des raffineries d'hydrocarbures situées dans plusieurs États américains⁴⁵. Selon Jane Mayer, auteur de l'article, David Koch a créé l'Americans for Prosperity Foundation (APF) pour promouvoir les idéaux libertariens qui sont les siens. Sous la rubrique « EPA », le site internet de l'APF fait notamment la publicité de plusieurs *town hall meetings*, ces réunions publiques d'information et de débat qui doivent se tenir dans des villes américaines pour s'opposer à la politique fiscale du gouvernement fédéral⁴⁶. Jane Mayer souligne par ailleurs que les frères Koch ont aussi participé au financement de *think tanks* plus anciens, comme les prestigieux Cato Institute ou Heritage Foundation, qui ont l'un et l'autre défendu des thèses climato-sceptiques.

⁴⁵ J. Mayer, « Covert Operations. The Billionaire Brothers Who Are Waging a War Against Obama », *The New Yorker*, 30 août 2010.

⁴⁶ Site Internet de Americans for Prosperity, <<http://americansforprosperity.org/issues/epa>>, page consultée le 21 août 2011.

Tous les milliardaires ne sont pas républicains et la philanthropie peut bénéficier aux partisans aussi bien qu'aux adversaires de la lutte contre le changement climatique. Une analyse exhaustive des circuits de financement des *think tanks* et des campagnes électorales relèverait du journalisme d'investigation et dépasserait très largement le cadre de cette étude. Par ailleurs, et indépendamment des convictions personnelles de leurs dirigeants, de nombreuses entreprises consacrent des investissements importants à la recherche en matière d'énergie propre ou d'efficacité énergétique, et sont bénéficiaires des considérables fonds publics du plan de relance de 2009. Il n'en demeure pas moins que les grandes entreprises du secteur de l'énergie, dont les activités sont susceptibles d'être entravées par les réglementations de l'EPA, ont tout intérêt à s'y opposer en finançant les porte-parole de l'anti-environnementalisme. Leurs adversaires ne manquent pas de souligner qu'ils suivent ainsi l'exemple de l'industrie du tabac, qui dans les années 1990 s'était opposée aux mesures d'interdiction de fumer dans les lieux publics en contestant la réalité du risque pour la santé humaine mise en évidence par la recherche médicale.

Le rôle des *think tanks* – pro ou anti-environnement – est décisif, car ils alimentent le débat public au moyen de documents abondamment cités par les acteurs politiques et les leaders d'opinion intervenant à la radio, la télévision, dans les journaux et, désormais, la blogosphère. Leur nombre et leur diversité idéologique et thématique ne permettent pas d'en faire un inventaire complet. Deux exemples ponctuels, qui ne sont pas choisis parmi les *think tanks* conservateurs les plus connus, éclairent à la fois leurs objectifs et leurs moyens d'action.

Le George C. Marshall Institute, spécialisé dans les questions scientifiques, se propose de « [fournir] aux décideurs politiques des analyses techniques rigoureuses, clairement écrites et dénuées de parti pris sur tout un éventail de problèmes de politique publique⁴⁷ ». Son site Internet permet de télécharger gratuitement un *Cocktail Conversation Guide to Global Warming*, qui met à la disposition d'un public profane mais cultivé une série de questions-réponses assorties d'exemples concrets et de précisions chiffrées remettant en cause la réalité et les origines du changement climatiques. Il fait aussi la promotion d'un recueil d'articles dirigé par Patrick J. Michaels, l'un des porte-parole du climato-scepticisme au

⁴⁷ Site Internet du Marshall Institute, <<http://www.marshall.org/category.php?id=6>>, page consultée le 13 juin 2011.

sein de la communauté scientifique. L'ouvrage est intitulé, de manière révélatrice, *Shattered Consensus*⁴⁸ ; dans son introduction, l'auteur établit la liste des assertions, trompeuses ou incomplètes selon lui, qu'il relève dans le rapport de 2001 du GIEC.

Autre *think tank*, le Heartland Institute, de sensibilité libertarienne, sponsorise une « conférence internationale sur le changement climatique ». La sixième édition (ICCC6) s'est tenue à Washington en juin 2011. La page d'accueil du site Internet de la conférence désigne clairement l'adversaire : « Le thème de la conférence, "Restaurer la méthode scientifique", prend acte du fait que les prétentions de certitude scientifique et les prédictions de catastrophes climatiques sont fondées sur une "science postnormale", qui substitue à la méthode scientifique un prétendu consensus. Ce choix a eu de terribles conséquences pour la science et la société. L'abandon de la méthode scientifique a conduit au scandale du "Climategate" et aux erreurs et aux abus de la méthode du *peer review*⁴⁹ par le GIEC⁵⁰. »

L'affaire du *Climategate*, fin 2009, a été abondamment utilisée par les anti-environnementalistes⁵¹. Elle a ajouté un élément de suspicion au scepticisme fondé sur de simples divergences entre scientifiques : les experts du GIEC ont été accusés au mieux d'incompétence flagrante, au pire de manipulation des données scientifiques pour conserver les financements de leurs laboratoires ou diffuser leur idéologie anti-capitaliste. Leurs adversaires ont eu beau jeu de leur opposer une « science saine » et de les critiquer au nom même de la rigueur scientifique.

Le retentissement international du *Climategate* illustre aussi un paradoxe de l'anti-environnementalisme américain : très ancré dans des traditions nationales, il n'en est pas moins intégré à un mouvement de protestation qui dépasse les frontières et trouve, avec Internet, un forum mondial. L'utilisation des outils modernes d'information et de communication n'est pas l'apanage exclusif des Américains ni, parmi eux, des parti-

⁴⁸ P. J. Michaels, *Shattered Consensus. The True State of Global Warming*, New York, Rowman & Littlefield, 2005.

⁴⁹ Évaluation critique et indépendante, le plus souvent par un comité de lecture, des textes scientifiques avant leur publication.

⁵⁰ Site Internet de la International Conference on Climate Change, <<http://climateconference.heartland.org/>>, page consultée le 11 juillet 2011.

⁵¹ L'affaire dite du *Climategate* trouve son origine dans la divulgation, en novembre 2009, d'emails échangés par des climatologues de l'University of East Anglia.

sans les plus jeunes du président Obama. Internet amplifie l'écho de théories les plus diverses : à ce titre, il n'est *a priori* ni favorable, ni défavorable à l'anti-environnementalisme. Mais son mode de fonctionnement se prête à la polarisation du débat politique et « promeut [...] les instincts populistes si caractéristiques de la vie politique américaine⁵² ». On retrouve là un effet bien connu des grands réseaux de télévision en continu, tels *CNN*, *MSNBC* et bien entendu *Fox News*. Car en matière scientifique, la mise en scène de l'affrontement systématique de deux points de vue opposés n'est pas sans conséquences : présenter sur pied d'égalité, au nom de l'objectivité et de l'équilibre du débat, des spécialistes du *Big Bang* et des tenants de l'*Intelligent Design* confère *de facto* à ces derniers la légitimité scientifique à laquelle ils aspirent. L'indépendance d'esprit de scientifiques dissidents est assurément indispensable au progrès de la recherche. Pour autant, le consensus scientifique ne saurait être disqualifié du simple fait qu'il est majoritaire. Dans le débat permanent qui se déroule sur la blogosphère au sujet du changement climatique et de ses origines, ce sont souvent les scientifiques les plus nombreux qui se trouvent en position de faiblesse.

Ce problème dépasse d'ailleurs la climatologie ; il pose celui du statut de la vérité scientifique à l'ère de la communication instantanée et ininterrompue. D'autres sciences « dures », comme la médecine, sont concernées, ainsi que les sciences humaines, et notamment l'histoire, dont la « version officielle » ne cesse d'être questionnée et remise en cause. De l'interrogation critique salutaire à la théorie du complot, l'éventail des opinions exprimées est largement ouvert.

Les leaders républicains

S'ils ne sont pas, pour la plupart, des scientifiques de formation, les élus du Congrès peuvent néanmoins se targuer d'avoir acquis une réelle expérience des questions d'environnement ou d'énergie. Certains peuvent même prendre la parole *ex officio*, au titre de leurs responsabilités dans les commissions spécialisées traitant de ces questions. Parmi les républicains, l'anti-environnementalisme fait désormais quasiment figure de *doxa* ; les voies discordantes sont minoritaires ou s'expriment depuis

⁵² F. Vergniolle de Chantal, « Internet et politique aux États-Unis », Paris, Ifri, « Potomac Paper », n° 3, juin 2010, <http://www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6091&id_provenance=97>.

les marges du parti. Le sénateur de l'Oklahoma, James Inhofe, *ranking member* de la minorité républicaine au sein du Environment and Public Works Committee, a acquis une notoriété durable en déclarant dès 2003 qu'accuser les émissions de CO₂ et d'autres produits de l'activité humaine de causer le réchauffement climatique était « la plus grande mystification jamais perpétrée aux dépens du peuple américain ». Il n'est pas étonnant qu'au début de l'année 2010 il se soit montré particulièrement virulent dans sa dénonciation du *Climategate*, accusant les scientifiques « d'obstruction à la diffusion de données et d'information préjudiciables [à leur théorie], de manipulation de données pour aboutir à des conclusions préétablies, de menaces envers les directeurs de journaux publiant des travaux remettant en question le "consensus" de la science climatique, et d'assumer un rôle activiste pour influencer le processus politique⁵³ ».

À la Chambre des représentants, le changement de majorité s'est traduit par un renouvellement des présidences de commission, notamment l'Energy and Commerce Committee, désormais dirigé par Fred Upton, élu du Michigan. Début 2011, il s'est illustré en disant pour plaisanter que Lisa Jackson aurait désormais besoin d'une place de parking permanente au Congrès tant elle devrait s'y rendre fréquemment pour répondre aux questions des membres de sa commission. De fait, la directrice de l'EPA a été convoquée à de nombreuses reprises ; elle a dû batailler pour défendre ses équipes contre des attaques souvent formulées avec une grande agressivité. En juillet 2011, un article du *New York Times* soulignait à la fois leur intensité et la relative absence de soutien de la part de la Maison-Blanche : « Aucun autre membre du cabinet [présidentiel] n'est dans une position aussi solitaire et inconfortable que Mme Jackson, qui a été abandonnée, selon les termes employés par un conseiller, derrière les lignes ennemies, avec seulement la science, la loi et une petite équipe de fidèles lieutenants pour la soutenir⁵⁴. » Des représentants ont ainsi accusé l'EPA « d'envoyer à l'étranger des millions de dollars appartenant aux contribuables américains⁵⁵ ». Il s'agissait de

⁵³ « Sneak Peek Into New Senate Report on Climategate », communiqué de presse du 23 février 2010,

<[http://www.inhofe.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressRoom.PressReleases&ContentRecord_id=fad156bb-802a-23ad-4222-](http://www.inhofe.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressRoom.PressReleases&ContentRecord_id=fad156bb-802a-23ad-4222-d9cf2a803680&Region_id=&Issue_id=)

[d9cf2a803680&Region_id=&Issue_id=>](http://www.inhofe.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressRoom.PressReleases&ContentRecord_id=fad156bb-802a-23ad-4222-d9cf2a803680&Region_id=&Issue_id=), page consultée le 29 juin 2011.

⁵⁴ J. M. Broder, « E.P.A. Chief Stands Firm as Tough Rules Loom », *The New York Times*, 5 juillet 2011.

⁵⁵ « Obama Administration's Answer to Soaring Unemployment & Looming Debt Ceiling : Breathe Easy, Jakarta », communiqué de presse du 7 juillet 2011,

dénoncer l'attribution de fonds publics à des projets tels que *Breathe Easy Jakarta*, en Indonésie – la mise en exergue d'un pays où le président Obama a passé une partie de son enfance n'est sans doute pas innocente.

Fred Upton est aussi à l'origine, avec son collègue Ed Whitfield, représentant du Kentucky et président de la sous-commission *Energy and Power*⁵⁶, d'un projet de loi intitulé, de manière significative, *Energy Tax Prevention Act of 2011*. Il vise à éliminer du *Clean Air Act* les dispositions donnant à l'EPA l'autorité nécessaire à son action de régulation des émissions de gaz à effet de serre. Le 7 avril 2011, le projet a été voté à la Chambre par une large majorité de 255 voix contre 172 ; dans le contexte politique actuel, la probabilité qu'il soit adopté par les sénateurs est cependant quasi nulle.

Les commissions du Congrès sont le terrain d'un affrontement ouvert entre l'administration, en l'occurrence l'EPA, et les élus républicains. Ces derniers, comme leurs adversaires démocrates sur d'autres sujets, ne reculent pas devant l'outrance verbale pour amplifier l'écho médiatique de leurs débats. Mais c'est bien évidemment la prochaine campagne présidentielle qui sera l'occasion de porter les questions de politique environnementale devant le public américain. Elles sont déjà l'un des sujets les plus débattus, alors que commencent les primaires républicaines : tout candidat à l'investiture ayant admis la réalité de la menace climatique et de son origine anthropique, ou soutenu la nécessité d'une politique publique dans ce domaine, risque d'être tenu pour l'un de ces « RINOs » – *Republicans In Name Only* – qu'abhorre la « base » du parti. C'est notamment le cas des anciens gouverneurs du Minnesota, Tim Pawlenty, et du Massachusetts, Mitt Romney, qui ont, par le passé, affirmé qu'il fallait lutter contre le réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. De telles prises de position ne leur attirent pas la sympathie de la fraction la plus conservatrice des électeurs républicains votant lors des primaires. L'un et l'autre sont

<<http://energycommerce.house.gov/News/PRArticle.aspx?NewsID=8780&IID=14>>, page consultée le 8 juillet 2011.

⁵⁶ Ed Whitfield se veut le partisan d'une « stratégie énergétique qui développe et utilise, de manière responsable, les sources d'énergie disponibles en Amérique », au premier rang desquelles le charbon du Kentucky : « [...] le représentant Whitfield est tout particulièrement préoccupé par le fait que des réglementations excessives auraient un effet négatif sur l'industrie charbonnière aux États-Unis, qui crée directement plus de 134 000 emplois et soutient indirectement 3,4 millions d'emplois dans le pays. Dans le Kentucky, 17 900 emplois sont créés directement par le charbon. » Site internet d'Ed Whitfield, rubrique Énergie, <<http://whitfield.house.gov/issues/energy.shtml>>, page consultée le 6 juillet 2011.

depuis revenus sur leurs déclarations antérieures⁵⁷ ; en août 2011, Tim Pawlenty a annoncé son retrait à la suite de ses résultats décevants lors de l'*Ames Straw Poll*, une consultation partielle et indicative des électeurs républicains de l'Iowa.

Les candidats les plus proches des *Tea Parties*, en revanche, ne reculent pas devant la surenchère. Dès la campagne présidentielle de 2008, Sarah Palin, colistière de John McCain, avait prononcé des discours enflammés en faveur de l'extraction pétrolière sur le territoire national – on se souvient de son slogan *Drill, baby, drill*⁵⁸ ! Si les ambitions présidentielles de Sarah Palin sont encore inconnues, Michele Bachmann, élue du Minnesota à la Chambre des représentants, s'est officiellement engagée dans la campagne des primaires. Elle a d'ores et déjà annoncé qu'elle souhaitait la suppression pure et simple de l'EPA – son site de campagne suggère d'ailleurs de la rebaptiser Job-Killing Agency, « l'Agence tueuse d'emplois »⁵⁹. Pour celle qui apparaît, parmi les candidats déclarés, comme la plus proche des *Tea Parties*, il est permis d'y voir aussi bien l'expression de convictions sincères que le souci tactique de se démarquer des autres prétendants. Ces derniers ont le choix entre un alignement sur les positions des plus radicaux et la défense, au nom du sens des responsabilités et de la modération, d'un héritage qui est en partie le leur⁶⁰. À ce stade, ils semblent hésiter entre un silence embarrassé et un alignement sur la ligne anti-environnementale : à titre d'exemple, l'ancien *speaker* de la Chambre des représentants Newt Gingrich, s'il ne va pas jusqu'à exiger la suppression de l'EPA, propose néanmoins de la remplacer par une Environmental Solutions Agency – ce qui n'est pas loin de revenir au même. Le sixième et dernier point du « plan énergétique » que son site de campagne présente succinctement reprend d'ailleurs, en des termes encore très généraux et assez alambiqués, la rhétorique des *Tea Parties* :

⁵⁷ Mitt Romney doit de surcroît faire oublier sa réforme du système d'assurance santé du Massachusetts, dont le président Obama s'est en partie inspiré à l'échelle nationale.

⁵⁸ Au sein du Parti républicain, McCain lui-même a longtemps défendu le principe d'une action fédérale pour lutter contre le changement climatique. Il est l'auteur, avec son collègue indépendant Joe Lieberman – ancien démocrate et colistier malheureux d'Al Gore en 2000 – de plusieurs versions d'un projet de *Climate Stewardship Act* reposant sur le principe de plafonnement et d'échange (2003, 2005 et 2007). Pendant la campagne de 2008, il s'est montré très discret sur les questions environnementales.

⁵⁹ Site Internet de campagne de Michel Bachmann, « Generating Jobs and Growth », <<http://www.michelebachmann.com/issues/jobs/>>, page consultée le 29 juin 2011.

⁶⁰ C'est en effet pendant la présidence du républicain Richard Nixon que fut créée l'EPA et que furent votés le *Clean Air Act* et le *Clean Water Act*.

« Remplacer l'EPA, qui est devenue une machine réglementaire tuant les emplois et augmentant le prix de l'énergie, par une Agence de solutions environnementales qui, sur une base incitative, coopérerait avec le *local government* et l'industrie pour parvenir à de meilleurs résultats environnementaux tout en prenant en considération l'impact des politiques environnementales fédérales sur la création d'emploi et le coût de l'énergie⁶¹. » Dernier prétendant à s'être déclaré, le gouverneur du Texas, Rick Perry, est quant à lui un climato-sceptique militant.

Sans préjuger du poids que prendra l'environnement pendant la campagne, il sera un révélateur des dynamiques internes au Parti républicain. En l'état actuel de l'opinion publique, les candidats aux primaires n'ont pas grand-chose à perdre à afficher leur hostilité envers l'EPA et la communauté scientifique. Mais dans les mois qui viennent, l'extrémisme de la « base » conservatrice du parti pourrait aussi rallier à Barack Obama les environnementalistes déçus par ce qu'ils considèrent être son excessive prudence : ils n'ignorent pas que, pour la cause qu'ils défendent, sa réélection serait de loin préférable à l'élection d'un président républicain.

⁶¹ Site Internet Newt 2012, « An American Energy Plan », <<http://www.newt.org/solutions/american-energy-plan>>, page consultée le 6 juillet 2011.

CONCLUSION

La question du changement climatique n'épuise pas le débat politique américain. L'anémie de la croissance, la remontée du taux de chômage et surtout la persistance de la crise budgétaire occupent le premier rang de l'actualité domestique ; il est vraisemblable que l'économie constituera un sujet majeur lors de la campagne électorale de 2012. Dans les mois précédant l'échéance de novembre, la ferveur des révoltés fiscaux des *Tea Parties*, notamment, ne manquera pas d'être alimentée par l'issue insatisfaisante des négociations entre le président et la majorité républicaine de la Chambre des représentants au sujet du plafond de la dette publique.

L'environnement, cependant, ne sera pas absent de la campagne, au moins au stade des primaires du Parti républicain. Les prétendants, en effet, ont tout intérêt à exploiter ce qui apparaît de plus en plus comme un thème fédérateur d'un électorat conservateur déterminé à remplacer l'actuel occupant de la Maison-Blanche.

C'est d'ailleurs là une explication supplémentaire de la capacité de l'anti-environnementalisme à mobiliser autant de militants : il dessine en creux le portrait du président Obama, vu par ses adversaires les plus acharnés. S'il n'est ni un économiste, ni un climatologue, l'ancien professeur de droit constitutionnel à l'université de Chicago est assurément un intellectuel ; son approche très rationnelle des problèmes auxquels il est confronté renforce cette impression ; sa politique économique – le plan de relance, les réformes de l'assurance-maladie ou de la régulation financière – permettent de le caricaturer en socialiste ennemi de la libre entreprise ; ses origines kenyanes et son retour au multilatéralisme, à Copenhague notamment, font douter de son patriotisme ; la sobriété de son christianisme, qui contraste avec la piété affichée par son prédécesseur, le rend suspect de tiédeur spirituelle, voire d'irréligion.

À moins d'un revirement radical de l'opinion publique américaine, il y a tout lieu de croire que l'adversaire républicain de Barack Obama ne se privera pas d'un thème efficace pour stigmatiser sa politique.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Hofstadter, R., *Anti-Intellectualism in American Life*, New York, Knopf, 1962.

Kirshenbaum, S. et Mooney, C., *Unscientific America. How Scientific Illiteracy Threatens our Future*, New York, Basic Books, 2009.

Levin, M. R., *Liberty and Tyranny. A Conservative Manifesto*, New York, Threshold Editions, 2010.

Maljean-Dubois, S. et Wemaëre, M., *La Diplomatie climatique. Les enjeux d'un régime international du climat*, Paris, A. Pedone, 2010.

Michaels, P. J., *Shattered Consensus. The True State of Global Warming*, New York, Rowman & Littlefield, 2005.

Micklethwait, J. et Wooldridge, A., *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin, 2004.

Mooney, C., *The Republican War on Science*, New York, Basic Books, 2005.

Yvard-Djahansouz, G., *Histoire du mouvement écologique américain*, Paris, Ellipses, 2010.